



Pour des retraites solides et solidaires

Depuis près de vingt ans, des contre-réformes des retraites sont menées pour obliger les salariés à travailler plus longtemps. Les salariés du privé en 1993 et les fonctionnaires en 2003 ont vu leurs conditions de départ à la retraite se dégrader et le niveau des pensions baisser de 15 à 20 %, notamment à cause de l'allongement de la durée de cotisation. Comment en est-on arrivé là ? Comment sortir de la spirale régressive ?

Choc démographique ou choc social ?

L'augmentation de l'espérance de vie (à 60 ans, un peu moins d'un demi-trimestre par an) modifie la composition par âges de la population : les plus de 60 ans représentent un cinquième de la population, ils en occuperont un tiers en 2050. Ainsi, 182 actifs cotisent pour 100 retraités aujourd'hui et, en 2050, ils ne seront que 120. Mais cette projection n'est pas alarmante. Elle ne le devient que si, à l'avenir, l'emploi se dégrade, les salaires sont comprimés et si la richesse produite est accaparée par les profits de toutes sortes. Il n'y a donc pas de fatalité à travailler toujours plus.

Faire payer la crise aux populations ?

La crise économique et financière depuis 2007 a accru la volonté d'en finir avec une protection sociale trop élevée aux yeux du patronat. Profitant de cette crise, le gouvernement français presse le pas parce qu'il a le souci de ne pas effrayer les marchés en leur donnant des gages sur la réduction des dépenses sociales et publiques. Plutôt sacrifier les populations, comme la population grecque, que d'imposer des restrictions aux fauteurs de crise.

Une nouvelle réforme régressive ?

Le gouvernement veut reculer l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62, voire 65 ans ou plus, et rallonger encore la durée de cotisation au-delà de 41 ans. Il ment en affirmant qu'on ne peut jouer que sur ce seul paramètre. Il laisse dans l'ombre la possibilité d'augmenter les cotisations parce que cela obligerait à avouer que, depuis trente ans, un détournement de la richesse produite a été effectué au détriment de la masse salariale vers les profits. Ce détournement représente 8,8 points de produit intérieur brut (PIB), soit environ 170 milliards d'euros en valeur actuelle, 17 fois plus que le déficit annoncé pour 2010 de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV). Dans le même temps, les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 3,2 à 8,5 % du PIB.

La répartition face à la capitalisation

En filigrane, le gouvernement et le patronat n'ont pas abandonné l'idée absurde et cynique de confier les retraites aux fonds de pension, malgré la déconfiture de ces derniers dans la débâcle financière.

Au contraire, notre système par répartition est de loin bien plus sécurisé, tout en assurant une solidarité entre les générations et même, dans une certaine mesure, entre les groupes sociaux. Certes, de profondes inégalités subsistent entre les retraités, qui doivent être corrigées, mais elles tiennent beaucoup aux mauvaises conditions d'emploi dont sont victimes notamment les femmes et beaucoup de salariés effectuant des travaux pénibles ou bien frappés par le chômage et la précarité.

Faire cotiser les profits, c'est possible

Le Conseil d'orientation des retraites a évalué à seulement 3 points de PIB le besoin maximal de financement supplémentaire pour équilibrer les retraites en 2050, en conservant le même taux de remplacement pension/salaire qu'aujourd'hui. Nous ne nous satisfaisons pas de cela car, pour annuler les réformes calamiteuses précédentes, il faudra encore 6 points de plus. Mais cet objectif est atteignable à condition de partager la richesse produite dans la société.

En soumettant les dividendes et tous les revenus actuellement exonérés à des cotisations, on couvre tous les besoins de retraites d'ici 2050. Ainsi, une simple application du taux de cotisation patronale de 8,3 % aux dividendes dégagerait dès aujourd'hui 12 milliards supplémentaires pour les retraites, davantage que le déficit courant de la CNAV.

Rien ne sert de courir, il faut partager à point

Faut-il une croissance économique perpétuelle et forte pour financer les retraites et tous les besoins sociaux ? Non. En revanche, plus la société intégrera la contrainte écologique, plus l'exigence de partager les revenus sera impérieuse pour éviter le productivisme.

Il est possible, par un débat qui pourrait être suivi d'un référendum, de décider de façon démocratique quelle part de la richesse produite nous voulons consacrer à la rémunération des retraité-e-s.

« Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites »

Attac a initié avec la Fondation Copernic cet appel (<http://exigences-citoyennes-retraites.net>)

Onze raisons pour passer à l'Attac aujourd'hui

1. À Attac, on travaille sur le fond

Association « d'éducation populaire tournée vers l'action », Attac est un espace de réflexion unique en France, avec son Conseil scientifique, ses commissions, ses comités locaux, son Université citoyenne... Libre de toute ambition électorale et dénuée de toute écurie présidentielle, notre association se consacre exclusivement au travail sur le fond des dossiers et aux mobilisations citoyennes. Après avoir déconstruit l'idéologie néolibérale, nous planchons maintenant sur les alternatives.

2. À Attac, on vise le cœur de la cible

Depuis sa naissance, Attac dénonce l'emprise de la finance sur la société, qui aggrave sans cesse les inégalités et fait reculer la démocratie. La crise financière et ses conséquences sociales désastreuses nous ont malheureusement donné raison, mais tout continue comme avant. Cela ne peut plus durer. La taxation des transactions financières – les deux T d'Attac – est aujourd'hui au cœur du débat mondial. Mais l'industrie financière résistera avec acharnement : à nous de construire la mobilisation citoyenne. Au-delà de la taxe, nous proposons des mesures concrètes et pertinentes pour mettre fin à l'économie casino et sortir de l'impasse néolibérale.

3. À Attac, on n'est pas bornés

Partis initialement de préoccupations surtout économiques et sociales, nous avons compris l'imbrication de la crise écologique et de la crise sociale. On ne pourra sauver les écosystèmes sans réduire les inégalités sociales ; et inversement, la justice sociale suppose de résoudre la crise écologique. L'articulation entre mouvements écologistes et sociaux est aujourd'hui au cœur des préoccupations d'Attac.

4. À Attac, on a des amis dans le monde entier

Présente au cœur du mouvement altermondialiste, Attac est active dans tous les forums sociaux locaux, régionaux, mondiaux... Le réseau des Attac du monde est présent en Europe, en Afrique, en Amérique Latine, au Japon, au Québec. Encore moins aujourd'hui qu'hier, il n'est possible de lutter et de penser au seul niveau national.

5. À Attac, on construit des ponts

Dès l'origine, avec ses membres fondateurs (associations, syndicats, journaux...) et au-delà, Attac est un lieu de confrontation et de convergence entre de multiples acteurs du mouvement social. Parce que, face aux pouvoirs économiques et étatiques dominants, on ne peut avancer que par la coopération.

6. À Attac, on apprend ensemble

Les adhérents d'Attac sont des curieux insatiables. À Attac on apprend dans les conférences et les débats, mais surtout dans l'action et l'expérimentation. Nous cherchons aujourd'hui à renouveler nos formes d'éducation populaire pour mieux conjuguer expertise technique et participation citoyenne. Ni l'intelligence, ni la connaissance ne sont le monopole des « experts » !

7. À Attac, on peut même se marrer

Militer à Attac, c'est connaître des gens d'horizons divers, porteurs d'une même révolte et de multiples espoirs, c'est réfléchir et rire ensemble, partager les spécialités locales, bio et moins bio, parfois même faire la fête !

8. À Attac, on essaie de nouveaux chemins

Nous participons, soutenons et popularisons les actions de celles et ceux qui construisent dès aujourd'hui un autre monde : luttes populaires, initiatives citoyennes dans les domaines social, culturel, environnemental... Échaudés par notre histoire récente, nous travaillons à approfondir la démocratie associative au quotidien.

9. À Attac, on ose penser des alternatives

L'émancipation humaine a besoin de nouveaux horizons et de nouveaux repères. La construction des biens communs nous semble une priorité, sur les plans local, national, continental et mondial. Nous travaillons à les promouvoir, en liant l'expérimentation sur le terrain et la réflexion théorique.

10. À Attac, on n'a pas de fil à la patte

Autonome politiquement et financièrement, Attac ne doit rien à personne, ni réseaux politiques, ni sponsors. Elle n'a pas de pré carré ni de boutique à défendre.

11. À Attac, on ne prétend pas tout savoir...

À vous d'inventer d'autres raisons !

Vous comptez payer pour votre banquier encore longtemps ?

N'attendez pas une crise de plus pour nous rejoindre



Plus d'infos : www.france.attac.org